



**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE
LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT
LE PROFESSEUR FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA
A L'OCCASION DE LA 72^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU**

NEW YORK LE 22 SEPTEMBRE 2017

- **Monsieur le Président ;**
- **Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;**
- **Distingués délégués ;**
- **Mesdames et Messieurs.**

Je voudrais joindre ma voix à celle de tous ceux qui m'ont précédé à cette tribune, pour vous adresser Monsieur le Président, mes vives et chaleureuses félicitations pour votre élection à la Présidence de la 72^e Session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, tout en vous souhaitant plein succès dans l'accomplissement de cette noble tâche.

Vos riches expériences sur les grandes questions internationales et votre sens élevé du devoir ainsi que vos grandes qualités personnelles, sont, j'en suis convaincu, un gage de succès de nos travaux.

Qu'il me soit aussi permis d'exprimer à l'endroit de votre prédécesseur, Monsieur **Peter THOMSON**, ma profonde admiration pour l'énorme travail qu'il a abattu et les résultats remarquables obtenus durant son mandat.

C'est ici le lieu de saluer les actions déjà accomplies par Son Excellence Monsieur **Antonio GUTERRES**, Secrétaire Général des Nations Unies, depuis son arrivée à la tête de notre Organisation commune.

- **Monsieur le Président,**

La 72^e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies se tient au moment où, notre planète est confrontée à de nombreux défis parmi lesquels, la question du terrorisme international, qui s'impose avec acuité.

Du Proche au Moyen Orient en passant par l'Afrique jusqu'en Europe, la sécurité internationale est en permanence menacée par les sévices des groupes terroristes dont Al Qaïda et l'Etat Islamique.

A cela s'ajoute, les groupes terroristes du sahel et BOKO HARAM au bord du Lac Tchad, qui commettent des attentats meurtriers sans oublier les affres de la LRA dans le Sud-Est de la République Centrafricaine.

D'autres foyers de tensions sévissent dans la région du Pool en République du Congo et à l'Est de la République Démocratique du Congo, avec ses répercussions néfastes sur les pays voisins.

Dans la corne de l'Afrique, la situation n'est guère reluisante. En outre, les côtes africaines sont régulièrement menacées par la piraterie maritime.

C'est pourquoi, j'interpelle solennellement toute la communauté internationale à doubler d'efforts et à mutualiser nos forces et nos moyens en vue de venir à bout de ce fléau.

En ce qui concerne la question de la migration, le Nord du continent africain est bouleversé par de nombreuses victimes abandonnées dans le désert ou disparues en mer. Ce phénomène sur la méditerranée avec ses conséquences funestes, reste un défi majeur qui doit nous interpeler tous.

Par ailleurs, la question des réfugiés n'a cessé ces dernières années, de s'aggraver au point de constituer l'une des préoccupations prioritaires de la communauté internationale et qui nécessite une attention toute particulière.

Sur le changement climatique et le développement durable, notre planète continue de subir les conséquences des phénomènes naturels à savoir : le séisme, les précipitations, la sécheresse, l'avancée fulgurante du désert et le réchauffement de la terre, qui constituent une véritable préoccupation.

A cet effet, je rappelle à nous tous, Etats signataires de l'Accord de Paris sur le changement climatique, à tenir les engagements pris lors de la Conférence des Parties (COP 21) quant au nécessaire effort que nous devons mutualiser pour préserver notre environnement commun.

S'agissant de **la réforme de l'ONU**, la République Centrafricaine en tant que membre de l'Union Africaine soutient la position commune des Etats membres, adoptée à Malabo par le G11 sur la nécessité d'élargir le Conseil de Sécurité en faveur de l'Afrique.

D'autres enjeux se posent à notre planète entre autre, **le respect des droits humains, l'Etat de droit et la bonne gouvernance** qui sont les conditions incontournables du bien-être social.

Je puis vous rassurer que la République Centrafricaine, mon pays, continuera d'apporter sa modeste contribution à notre œuvre commune en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durable auxquels nous aspirons tous.

- **Monsieur le Président,**

Je salue le choix du thème de la présente session intitulé : « **Priorité à l'être humain : paix et une vie décente pour tous, sur une planète préservée** », qui traduit à suffisance l'importance de la place de l'homme dans l'agenda de notre organisation et qui s'inscrit dans la droite ligne des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés ici même en 2015 et ayant pour ambition la réduction de la pauvreté de moitié à l'horizon 2030.

Aujourd'hui, dans le cadre de la politique de reconstruction nationale, le Programme de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA), place au centre de ses priorités, le centrafricain en tant qu'être humain.

Ce Programme avec l'appui des partenaires techniques et financiers de la République Centrafricaine, a pu permettre au Gouvernement de mettre en place un cadre institutionnel approprié pour la conduite et le suivi – évaluation des ODD, avec un accent particulier sur les objectifs qu'il a retenus comme actions prioritaires.

C'est ici, l'occasion de vous remercier vous tous partenaires et amis de la République Centrafricaine pour les appuis financiers déjà apportés audit programme ainsi que pour les promesses en cours de réalisation.

Je voudrais aussi lancer un vibrant appel à l'endroit de tous ceux qui ont pris des engagements lors de la Conférence de Bruxelles en faveur d'un appui à la reconstruction de mon pays, de tenir leur promesse à cet effet.

- **Monsieur le Président,**

Puisque cette session de l'Assemblée Générale de l'ONU m'offre l'opportunité pour que je parle de la situation de la République Centrafricaine, permettez-moi d'en dire quelques mots.

En effet, lors de la Conférence des donateurs en novembre 2016 à Bruxelles j'avais évoqué le rêve que je partage avec mes compatriotes.

Le rêve d'une Centrafrique qui saura éduquer, nourrir, soigner, loger et protéger tous ses enfants, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest dans la quiétude d'une Nation diverse et réconciliée.

Notre plaidoyer a conduit, comme je viens de l'indiquer, à une mobilisation sans précédent de la solidarité internationale en faveur de la RCA pour assurer la réalisation du Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en République Centrafricaine, le RCPCA.

Et pour assurer le suivi de la mise en œuvre de ce Plan, nous avons conclu un Accord servant de nouveau cadre d'engagement mutuel entre la République Centrafricaine et la communauté internationale.

C'est dans cette optique de concertation permanente entre partenaires que j'ai présenté ici, à New York le mardi 19 septembre 2017, les avancées enregistrées au titre de la mise en œuvre de nos engagements pour la réalisation du RCPCA.

L'évaluation commune que nous avons faite de nos engagements nous a permis d'identifier les forces à consolider ainsi que les domaines à améliorer, voire à corriger.

Malgré toutes les faiblesses structurelles inhérentes à la situation spécifique de mon pays, j'ai rassuré tous les partenaires de ma farouche détermination et de celle de mon gouvernement à redoubler d'effort afin d'atteindre tous nos objectifs stratégiques et permettre à nos compatriotes de jouir pleinement des dividendes du retour à la légitimité et à la légalité constitutionnelle.

- **Mesdames et Messieurs,**
- **Distinguées personnalités,**

En matière d'engagement sur la problématique Paix et Sécurité, le Gouvernement de la RCA a mobilisé toutes ses énergies pour consolider le processus menant à l'arrêt de toutes les hostilités sur le territoire national. C'est au prix de laborieux efforts que nous avons pu obtenir la participation active et permanente aux travaux du Comité Consultatif et de Suivi (CCS) des 14 groupes armés engagés dans le Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement

(PNDDRR) . Ledit Comité vient de tenir avec succès sa 7^{ème} session (03-04 août 2017).

Dans notre quête assidue de paix, nous avons accepté la contribution de la Communauté de Sant 'Egidio qui a mené à l'Entente de Rome du 19 juin 2017. A cette occasion, tous les groupes armés ont eu à réaffirmer leur attachement à l'intégrité du territoire national, à nos valeurs communes ainsi qu'aux principes constitutionnels de la République. Malgré cette avancée importante, nous déplorons la violation par certains groupes armés de leur engagement à une cessation immédiate des hostilités sur toute l'étendue du territoire national. Mon gouvernement condamne sans réserve ces violences insensées qui continuent d'endeuiller d'innocentes populations civiles.

Pour donner toute sa vigueur au processus de paix, renforcer la cohérence de notre démarche et fédérer les appuis de nos amis, nous avons soutenu le travail d'harmonisation de tous les efforts de paix en RCA qui a abouti à l'adoption de la **Feuille de route pour la paix et la réconciliation en République Centrafricaine**. C'était à Libreville, le 17 Juillet 2017. Nous voulons saluer cette avancée majeure qui marque l'engagement indéfectible des pays voisins, de l'Union Africaine, de la CEEAC et de la CIRGL au succès de notre quête inlassable de paix.

C'est ici le lieu de me réjouir des résultats fort prometteurs de la première rencontre du Panel de facilitation de l'initiative africaine à Bangui, le 11 septembre dernier. Devant vous, je réaffirme mon ferme attachement à l'Initiative africaine de même que mon engagement à en assurer le plein succès au bénéfice de mes compatriotes et à la satisfaction des pays amis et des organisations qui nous soutiennent. D'ores et déjà, elle s'impose comme l'unique cadre fédérant toutes les actions en faveur de la paix et de la réconciliation sous le leadership déterminé du Gouvernement Centrafricain. Je souhaite donc une chaleureuse bienvenue au nouveau Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine en RCA, **Monsieur Bédializoun Moussa Nebié**, et l'assure de notre pleine coopération et appui au succès de son importante mission.

Sur le plan de la mise en œuvre du DDDR, les travaux du CCS se poursuivent et le programme a connu un coup d'accélérateur avec le projet pilote que j'ai lancé le 30.08.2017. Il concerne, dans cette première phase, 40 ex-combattants de chacun des 13 sur les 14 groupes armés. Nous mettons tout en œuvre pour que le succès de ce

projet pilote soit l'expression éclatante de notre réel engagement pour la paix, car notre foi en la paix est inébranlable!

Dans le même temps, nous œuvrons à la reconstruction d'une armée nationale, représentative, professionnelle et républicaine dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité, s'inspirant d'une Politique Nationale de Sécurité fondée sur les acquis du consensus politique et prenant compte des menaces sur la sécurité, des valeurs et des principes républicains devant guider l'Etat dans sa mission régaliennne de garantir la sécurité pour tous. Dans cet esprit, l'appui offert par l'EUTM-RCA a permis la formation de deux(2) bataillons prêts à être déployés. Et des pays amis et frères nous ont manifesté leur solidarité agissante en accueillant certains éléments centrafricains en formation, en conformité avec les dispositions pertinentes du Conseil de sécurité. Pour les besoins de renforcement de la sécurité intérieure, 500 policiers et gendarmes ont été recrutés avec le concours de la MINUSCA.

- **Distinguées personnalités,**
- **Mesdames, Messieurs,**

La sortie de crise de notre pays impose un engagement clair en faveur de **la justice qui assure protection à tous et à chacun dans ses droits**. C'est ainsi que dans le domaine de la Justice et droits de l'homme, nos efforts ont essentiellement porté sur l'opérationnalisation de la Cour Pénale Spéciale, la formation des gardes pénitentiaires ainsi que l'amélioration de certaines infrastructures judiciaires et pénitentiaires.

Tout ce dispositif sécuritaire et judiciaire répond naturellement aux exigences de protection d'un peuple longtemps malmené et traumatisé par les violences récurrentes. La profondeur des blessures physiques et morales de mes compatriotes m'a convaincu que le désarmement des bras ne sera plein et entier que si nous réussissons le désarmement des cœurs. A cet effet, mon Gouvernement accorde à **la réconciliation nationale** une place de choix. Il est utile de rappeler que l'expression des Centrafricains lors des Consultations populaires et du Forum de Bangui que vous avez tous soutenus ont mis un point d'honneur sur la lutte contre l'impunité. Oui, je me suis engagé à rendre justice à nos victimes. Oui, je réaffirme ici devant vous que je combattrai avec la dernière énergie toute justice qui reposerait sur la vengeance ! Pour mon pays et pour mon peuple, je veux une justice équilibrée et humanisante.

Une justice qui répare, restaure et apaise. Une justice basée sur la vérité pour réconcilier.

C'est de cette manière que la paix qui habitera les cœurs sera durable. A cette fin, je viens de mettre en place un comité technique qui a un mandat de trois mois pour nous proposer la meilleure voie d'installer la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation. Grâce à l'appui de certains de nos partenaires, nous accélérerons l'opérationnalisation des comités locaux de paix et de réconciliation pour une animation active d'espaces de dialogue afin que les communautés à la base soient soutenues dans leurs efforts de rétablir la cohésion sociale, en mettant en exergue les éléments majeurs indispensables au renouvellement du vivre-ensemble harmonieux.

- **Distinguées personnalités,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Tous ces efforts, nous les menons avec le souci permanent de corriger les faiblesses et autres manquements qui, par le passé, ont alimenté frustrations et rancœurs à la base des conflits sanglants qui ont endeuillé la RCA. Si certaines actions n'ont pas pu se faire plus tôt, c'est essentiellement dû au fait qu'il fallait créer le cadre institutionnel qui en assurerait le succès et la pérennité. Cela exigeât surtout la mise en place de réformes visant notamment un ajustement des instruments de **gouvernance politique, économique et financière**. Patience et abnégation seront indispensables à la réussite de cette entreprise fondatrice.

Le redéploiement de l'administration dans les préfectures est une des plus grandes et urgentes priorités dont la réalisation a bénéficié de l'appui de la communauté internationale. Je me félicite du redéploiement de plusieurs fonctionnaires dans les diverses localités du pays, ainsi que des considérables moyens déjà investis dans la réhabilitation des infrastructures publiques afin d'améliorer les conditions d'accueil et de travail des agents de l'Etat dans les préfectures. Toujours avec l'appui de nos amis et à travers les Nations Unies, le gouvernement a initié le projet pilote de Bambari pour marquer la restauration de l'autorité de l'Etat. C'est dans cet élan de redéploiement de l'administration sur toute l'étendue du territoire que nous sommes en train de procéder par étapes pour assurer que la démarche soit la plus inclusive possible. A cet effet, seize nouveaux préfets ont été nommés et une formation leur a été

donnée pour les doter des outils techniques devant leur permettre de remplir avec impartialité et rigueur leur mission républicaine, il en est de même pour les préfets qui viennent d'être nommés. Les impératifs sécuritaires et l'urgence de rassurer les populations sont deux facteurs qui nous ont guidés dans ces nominations. Nous voulons aussi que notre administration soit à l'écoute des populations. C'est ensemble que autorités et citoyens doivent travailler à l'amélioration de la sécurité et à la création de conditions rendant les services de base accessibles au plus grand nombre.

Cependant, je me dois de rassurer les uns et les autres, que des ajustements se feront avec flexibilité et réalisme pour que chacun de nos actes soit en parfaite conformité avec nos engagements d'édifier une nation généreuse avec tous ses citoyens et accueillante des étrangers l'ayant choisie pour y élire leur domicile. La mise en place de l'administration locale a tenu compte des impératifs de représentativité et d'inclusion à tous les niveaux des sphères de la vie publique nationale de manière à ce que toutes les composantes de la société centrafricaine sentent qu'elles sont véritablement prises en compte dans l'effort national de reconstruction. Car, c'est grâce à cette puissance publique retrouvée que l'Etat sera en mesure de répondre à ses obligations de satisfaire les attentes de la population. Dans la même veine, j'ai instruit mon Premier Ministre de former un gouvernement d'ouverture et représentatif de la diversité sociologique nationale incluant les principaux acteurs de la vie politique centrafricaine.

Cette démarche que nous voulons mener avec méthode et rigueur trouve sa traduction dans la stratégie nationale de restauration de l'Etat, assortie d'une feuille de route du redéploiement des services financiers dans les localités stabilisées qui vient tout juste d'être validée et qui nous servira de guide dans la réalisation de cet objectif cardinal.

En ce qui concerne la **gouvernance financière**, les efforts menés par le Gouvernement donnent des résultats encourageants qu'il faut poursuivre avec davantage de rigueur dans le contexte d'un pays qui n'est pas encore totalement sorti de la crise aiguë qui l'a déchiété. Depuis l'accord signé avec le FMI en Juin 2016, plusieurs actions ont été mises en œuvre pour accroître les performances de l'Etat. Le renforcement des mécanismes de gestion des finances publiques a été matérialisé par l'adoption de mesures de rationalisation de la parafiscalité, d'accroissement de la transparence budgétaire pour faire face aux

déficits de recettes. Des efforts aussi ont été accomplis pour la publication régulière des rapports d'exécution budgétaire, et la consolidation du compte unique du Trésor. Les résultats de la deuxième revue du FMI de Juillet 2017 confirment que nous reprenons de manière résolue, la voie de la bonne gouvernance financière.

- **Distinguées personnalités,**
- **Mesdames, Messieurs,**

La **relance économique** est un autre domaine qui retient toute notre attention. En effet, la longue crise a eu un impact désastreux sur la production, induisant un taux élevé de paupérisation. L'absence d'opportunités économiques et de perspectives a conduit certains de mes compatriotes à rejoindre les rangs des entrepreneurs de la violence.

La reconstruction de la RCA restera un leurre aussi longtemps que la production restera aléatoire, informelle et échappant à tout contrôle de la puissance publique. Pour le moment, nous comptons parmi les mesures palliatives l'engagement de mon Gouvernement à bâtir le programme de DDDR de manière à ce que toutes ces énergies qui ont été négativement sollicitées soient réinvesties de manière plus rentable au service de la Nation, dans les actions de relèvement communautaire. Et à ce titre, le secteur primaire, l'agriculture et l'élevage sont ainsi au cœur de nos efforts.

L'exploitation des ressources naturelles qui est un secteur nécessitant une action vigoureuse, doit passer entièrement sous le contrôle de l'Etat. En effet, s'il est reconnu que la RCA regorge d'immenses ressources, cela ne restera qu'un vain slogan si leur exploitation n'a pas d'impact positif sur le quotidien de chacun de mes concitoyens. Dans le secteur des mines, la promotion du code éthique porté par l'ITIE doit être poursuivie et appuyée. Nous voulons, au cours des douze prochains mois, avec nos partenaires, mettre en place un dispositif encourageant la transformation sur place pour créer davantage de valeur ajoutée qui est un des indicateurs concrets de la création de richesses.

- **Distinguées personnalités,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Toutes ces actions et avancées ne sauraient faire oublier la situation humanitaire qui s'est gravement dégradée dans plusieurs localités de

mon pays, suite à la recrudescence des violences dont le vrai mobile reste la prédation et la compétition féroce pour le contrôle et l'exploitation illégales des richesses du sol et du sous-sol de la RCA. Ces marchands de la mort, auxquels s'ajoutent dans une alliance macabre, tous ceux qui continuent d'avoir des visées déstabilisatrices menaçant nos nouvelles institutions démocratiques, n'hésitent pas de manipuler nos populations en exploitant d'une manière criminelle la riche diversité de notre population plurielle, en attisant la haine et en exacerbant les tensions intercommunautaires et le rejet de l'autre.

Aujourd'hui, l'activité des groupes armés a réduit plus de la moitié de mes concitoyens à l'indigence complète. C'est ainsi que 2,4 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire d'urgence. Nous faisons face à 600.000 personnes déplacées internes qui doivent être soutenues et assistées pour regagner leurs foyers pour reprendre leurs activités de production. De plus, la RCA compte 500.000 de ses citoyens réfugiés essentiellement dans les pays voisins et nous devons mobiliser tous les moyens pour les rapatrier. La crise humanitaire que connaît la RCA est un facteur qui vient aggraver la complexité de la donne politique. C'est un péril que nous devons conjurer.

- **Distinguées personnalités,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Pour les jours et les mois à venir, je voudrais partager avec vous les grands axes de mon action inscrite dans le Cadre d'Engagement Mutuel.

Sur le chapitre **Paix et Sécurité**, à partir du moment où la feuille de route pour la paix et la réconciliation en RCA est mise en œuvre, je veux mobiliser toutes les énergies pour que d'ici à la fin de cette année 2017, nous ayons franchi des pas significatifs en termes de dialogue avec les groupes armés et de mise en œuvre du programme national de DDRR. La fermeté de mon engagement est sans équivoque. Néanmoins, pendant que le dialogue est en cours, personne n'ignore que l'Etat doit continuer à fonctionner. Et, notamment, à assurer la sécurité de tous les citoyens. Les efforts de redéploiement des FACA et des forces de sécurité intérieures requièrent que les moyens d'action suivent. C'est pourquoi, je voudrais, au nom de peuple centrafricain, inviter de manière solennelle le Conseil de sécurité, organe politique des Nations-Unies à vocation de veiller sur la paix mondiale, d'user des voies et moyens utiles dont l'allègement des conditions d'équipement de nos Forces de

défense et de sécurité républicaines, pour créer les conditions d'un retour rapide de la paix et de la sécurité en RCA, afin de consolider les acquis démocratiques.

En termes de **gouvernance politique, administrative et financière**, nous allons nous atteler à renforcer le dialogue avec tous les acteurs nationaux en apportant un soutien politique accru à la mise en œuvre de la Feuille de route pour la paix et la réconciliation en RCA. Notre vœu le plus ardent est de pouvoir conclure ce dialogue en 2017 afin que la nouvelle année soit celle des perspectives de paix véritable. A cet effet, j'en appelle à l'Union Africaine, à la CEEAC et à la CIRGL pour que nous pressions le pas et que nous accélérions les travaux du Panel de facilitation.

Parallèlement à cela, nous allons mettre en place des mécanismes de dialogue locale pour animer la trilogie administration-population-forces de défense et de sécurité dans le sens de créer des dynamiques de dialogue local qui promeuvent la paix et la sécurité.

Pour doter l'administration de compétences, Je veux mobiliser nos partenaires pour un programme de formation accélérée pour un premier groupe de 200 cadres centrafricains de toutes les confessions et de toutes les régions pour recréer un socle solide de l'administration nationale. La réussite de tout notre programme de relèvement repose aussi sur les capacités nationales de mise en œuvre. Sans délais, nous apporterons les soutiens nécessaires à l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature pour que ce programme soit rapidement mis en œuvre dans les domaines de l'administration publique, de la décentralisation, de la gestion des finances publiques et de développement local.

Et pour renforcer la promotion des bonnes pratiques en matière de gouvernance, Je vais engager chacun des membres du Gouvernement à répondre à un contrat de performance qui nous permettra d'évaluer de manière objective et transparente l'atteinte des objectifs sur lesquels Je me suis engagé devant le peuple centrafricain. Dans ce même ordre d'idée, la Haute autorité de la bonne gouvernance sera appelée à jouer pleinement son rôle pour veiller au respect des règles de bonne gouvernance et appuyer la lutte contre la corruption.

Etant conscient que toute œuvre de paix ne saurait prospérer dans un contexte de pauvreté, nos efforts de **relance économique** seront mieux

organisés pour cibler toutes les préfectures où des activités de production peuvent être menées. L'intention est de procéder à des réformes qui soient un appel clair à la promotion du secteur privé en RCA. En effet, l'Etat centrafricain est appelé à rationaliser ses modestes ressources pour faire moins d'Etat mais offrir le mieux de l'Etat. C'est en ce sens qu'il est de son devoir d'offrir un cadre favorable au secteur privé, générateur de richesses et d'emplois. Force nous est de constater que le dialogue entre l'Etat et le secteur privé est essentiellement porté sur la fiscalité. D'une part, l'Etat cherche à maximiser ses recettes pour répondre à ses obligations. Et, d'autre part, les opérateurs économiques se plaignent de la forte pression fiscale. Pour ma part, je veux initier un dialogue orienté sur les solutions aux problèmes que nous connaissons tous. Les instructions idoines seront incessamment données pour structurer un cadre de discussion qui mette l'Etat et le secteur privé autour de la table, pour identifier des mesures simples, fonctionnelles, équilibrées permettant d'améliorer le climat des affaires en RCA sans léser aucune des parties. Il serait mal venu de décourager ces opérateurs qui, malgré les pertes subies, ont continué à croire en la RCA.

Je vais également m'engager sur le grand chantier de **la justice et de la réconciliation**. Les préparatifs de la mise en œuvre des mécanismes de justice transitionnelle doivent nous permettre de faire de l'année 2018, une année qui sera consacrée à cette œuvre immense de donner à mes compatriotes centrafricains l'opportunité de se parler entre eux, de manière authentique pour faire éclater la vérité et décider de sceller un nouveau départ vers des horizons plus radieux. Personne ne sera exclu de cet exercice de catharsis nationale. La mise en place de la Commission Justice, Vérité, Réparation et Réconciliation sera effective en 2018. Toute la phase préparatoire sera cependant marquée par l'animation des espaces de dialogue à travers les comités locaux de paix et de réconciliation

- **Distinguées personnalités,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Telle est brièvement présentée la situation des actions que nous menons inlassablement pour la paix, la réconciliation et la reconstruction en République Centrafricaine. Mon engagement plein et entier est assuré pour le succès des efforts de paix. En revanche, vous n'êtes pas sans savoir que l'Etat centrafricain souffre de capacités limitées.

Aujourd'hui, en plus de la faible puissance de riposte de l'Etat, nous regrettons que même les effectifs de la MINUSCA ne soient pas suffisants pour faire face aux défis de protection des populations civiles. L'augmentation des périls sécuritaire liés à la violence imposée par les groupes armés recommande que des dispositions soient prises afin de juguler les risques de généralisation de la crise.

En même temps que je plaide pour un allègement des conditions d'équipement des FACA en matériel militaire, j'en appelle à la communauté internationale pour revoir à la hausse les effectifs militaires de la MINUSCA, au vu de l'immensité du territoire. Je demande aussi que son mandat qui arrive à terme très bientôt soit revu pour qu'elle aide le gouvernement légitime à reprendre le contrôle des zones disposant de ressources naturelles objets de convoitises de plusieurs groupes incontrôlés.

J'aimerais exprimer toute la gratitude du peuple centrafricain aux pays frères ayant consenti de contribuer des soldats de la paix dans mon pays. Je salue la mémoire de ceux qui sont tombés dans l'exercice de leur périlleuse et noble mission de paix. À travers vous, Monsieur le Président, permettez que j'exprime notre reconnaissance aux agents des Nations Unies en République centrafricaine pour leurs sacrifices et leur dévouement à la cause de la paix dans mon pays, et tout particulièrement à leur Chef, le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique, **Monsieur Parfait Onanga-Anyanga,**

Plein succès à nos travaux

Je vous remercie pour l'occasion que vous m'avez donnée de parler de mon pays, la République Centrafricaine.